



Entretien. Thierry de Montbrial analyse les suites de la secousse actuelle.

“Je crois à l'utilité des crises”

Évian, le 8 octobre. À gauche, Nicolas Sarkozy et le président russe, Dmitri Medvedev. À droite, Thierry de Montbrial. “Un monde hétérogène.”

PHOTOS: MIKHAIL KLIMENTYEV/MP/SIPA, BRUNO LEVY/SIPA

I leur avait donné rendez-vous à Évian pour la World Policy Conference. Les dirigeants de la planète politique n'ont pas manqué cette occasion de se rencontrer à son invitation, en pleine tempête financière. À côté des stars, Dmitri Medvedev et Nicolas Sarkozy, Thierry de Montbrial a su rapprocher des chefs d'État venus des cinq continents pour plancher sur ce nouveau système international “multipolaire, hétérogène et global”. Dans son essai sur les *Vingt ans qui bouleversèrent le monde*, Montbrial, directeur et fondateur de l'Ifri (Institut français des relations internationales), observe: « Les périodes d'expansion engendrent des

excès et favorisent l'insouciance. Tôt ou tard, des dérèglements se manifestent. La nature humaine répugne à l'adage “mieux vaut prévenir que guérir” et les discours contemporains sur le principe de précaution ne changent rien à l'affaire. Tout se passe, hélas, comme si les crises étaient nécessaires. » Nous y voilà. Allons plus loin avec Thierry de Montbrial.

Qu'avez-vous retenu des échanges d'Évian que vous ne sachiez déjà à propos de la crise actuelle ? Je rappellerai d'abord que j'ai toujours soutenu l'idée du retour du politique, au contraire de cette philosophie naïve de la disparition des États et des territoires. On n'a jamais

autant tracé de frontières nouvelles que depuis la chute de l'Union soviétique et l'histoire du monde n'a jamais subi une telle accélération ! Les États devraient donc être les premiers à s'adapter, or ils ont non seulement du mal à se réformer mais aussi à coordonner leurs actions. D'où cette impression de n'avoir pas de pilote dans l'avion.

Nos institutions internationales manquent dramatiquement de réactivité, alors que politique et économie sont indissolublement liées. Prenez l'exemple de la Chine : toute la légitimité du parti unique repose sur la poursuite de la croissance. Que celle-ci vienne à se rompre, on peut imaginer ce que serait le problème posé à la

Chine même ! Autre exemple, celui de l'enchaînement des événements qui ont conduit du krach de 1929 à la Seconde Guerre mondiale.

Ce cadre général a fait l'objet à Évien d'une approbation unanime de la part des chefs d'État, de gouvernement et des experts. Tous ont constaté la fin du monde "monopolaire", remplacé par un monde hétérogène, mais aussi l'importance nouvelle des pays du Sud. S'il y a globalisation et jeu planétaire, les règles ne peuvent pas être établies par le seul sous-ensemble identifiable aux pays de l'Otan; le Sud n'est pas dépourvu d'idées et il entend les faire valoir.

Le paradoxe de cette crise, marquée par le retour du politique, c'est que, dans un premier temps, le politique a été impuissant à la juguler... Ce n'est pas contradictoire. La raison en est que les modes de travail des États et leur coordination sont obsolètes. C'est pourquoi je crois au rôle des crises pour faire accomplir des progrès d'organisation. La nature humaine est telle qu'elle a besoin d'électrochocs pour se réformer. Ici, il est très possible que les deux sommets de l'Élysée (le G4 et celui de l'Euro-groupe) aboutissent à une transformation du fonctionnement de l'Europe. Tandis que jusque-là, les États et nos grandes organisations internationales, comme les banques centrales, étaient paralysés par leurs bureaucraties. Ni les uns ni les autres n'auraient osé imaginer que les marchés puissent cesser de fonctionner. D'où le choc auprès d'organisations désemparées.

Or je soutiens qu'on ne peut bien réagir à un choc qu'à la condition de s'y être préparé et de l'avoir anticipé. Quand ce n'est pas le cas, un temps de crise surgit toujours avant de pouvoir mettre en place l'organisation appropriée. Dans notre crise financière, il est clair que l'aveuglement d'un homme comme Greenspan (l'ancien président de la Réserve fédérale) l'a nettement emporté sur la prudence de ses homologues européens. Et cependant, la plupart de nos responsables européens ne croyaient pas que tous les étages du système puissent s'effondrer. Il a fallu qu'il en soit ainsi pour que l'on se décide à réagir.

Nous sommes en pleine campagne présidentielle américaine. Le pouvoir des États-Unis est à peu près suspendu. Et les deux candidats ne donnent pas l'impression de dominer leur sujet... Dans une démocratie, les critères de compétence sont plutôt étrangers aux élections; aux États-Unis, en particulier, les très

longues campagnes électorales ont pour but de faire connaître les candidats, et d'éprouver leur personnalité. Il ne faut pas les regarder sous un angle plus technique. Ce n'est qu'une fois au pouvoir que le président des États-Unis devient l'arbitre entre les institutions très puissantes qu'il a devant lui. Il compense alors ses propres faiblesses par la constitution de son équipe. Aussi je ne m'attache pas trop à ce que l'élu soit Obama ou McCain : les Américains sont certes idéologues mais ils sont surtout très pragmatiques – ils peuvent changer de cap très vite quand quelque chose ne marche pas. Les dispositifs du nouveau président ne seront prêts que pour le 20 janvier prochain, jour de son investiture. Autrement dit, il arrivera largement après la bagarre, car celle-ci se joue en ce moment.

Est-ce pour l'Europe l'occasion de s'affirmer ? Nous sommes peut-être en train d'assister à un progrès majeur. Les Européens ont là l'occasion de mettre en place les dispositifs de coordination

Les Américains sont certes idéologues, mais ils sont surtout très pragmatiques et capables de changer de cap.

de leurs politiques économiques. Cela mérite un coup de chapeau à Sarkozy d'avoir su jouer un rôle moteur.

Va-t-on voir les "fonds souverains" profiter de la crise pour s'investir dans nos banques et nos grandes affaires ? Nous nous étions posé les mêmes questions à l'époque du recyclage des pétrodollars. Il faut bien que ces capitaux se diversifient. Voudront-ils jouer un rôle actif de contrôle? Il est difficile de répondre mais je les sens très prudents. Ils savent qu'ils peuvent provoquer des réactions de nationalisme économique. Ce n'est jamais bien loin.

Propos recueillis par

FRANÇOIS D'ORCIVAL



Vingt ans qui bouleversèrent le monde, de Thierry de Montbrial, Dunod, 596 pages, 27 €.